

Kevin Luciano aimerait que « ça aille plus vite »

À mi-chemin dans son mandat, le maire de **Vallauris-Golfe-Juan** garde deux objectifs en tête : l'embellissement de sa commune et son redressement au plan économique.

Droit dans son fauteuil, droit dans son regard. Kevin Luciano semble toujours sûr de lui. À l'hôtel de ville, dans son grand bureau qui surplombe la place Jacques-Cavasse, le premier magistrat est entouré de plusieurs piles de dossiers. « On essaye de mener tous les fronts en même temps depuis qu'on est arrivé en 2020 », sourit-il, prêt à dresser le bilan du travail effectué et de celui qu'il reste à faire. Enfant du pays, le successeur de Michelle Salucki reste concentré sur sa mission : l'embellissement de sa commune et son redressement économique.

À la (presque) moitié de votre mandat, qu'est-ce qui vous pose le plus de difficulté ?

Le temps administratif qui est très long ! Quand vous êtes derrière le bureau, vous avez envie d'appuyer sur le bouton et que ça se fasse. Les procédures sont longues, en même temps heureusement qu'elles sont là, car elles nous protègent.

Quelle est la réalisation qui vous rend le plus fier ?

Le redressement financier de la commune, avec une baisse de six millions d'€ pour la dette. On a été obligé de réduire considérablement le personnel parce que c'était une des seules marges de manœuvre qu'on avait financièrement.

Il y en avait trop ?

C'est ce que nous dit la chambre régionale des comptes. Depuis juillet 2020, nous avons 50 agents en moins, soit par des départs à la retraite non remplacés, soit par des fins de contrat non renouvelés. On a rationalisé sans rationner... Et les services fonctionnent même mieux, maintenant.

Quel est le programme pour 2023 ?

L'embellissement de la ville se poursuit. Nous avons investi deux millions d'€ pour rénover les écoles et autant pour la voirie. Les travaux de l'atelier Madoura vont commencer pendant le premier



Quand il ne porte pas son costume d' élu, Kevin Luciano est également maître de conférences en droit à l'université de Nice. (Photo Ph. D.)

semestre pour se terminer, je l'espère, en 2024, avec un beau jardin qui magnifiera encore l'entrée de ville.

Et cette coulée verte, alors ?

L'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage a été réalisée cette année mais c'est un gros investissement, alors ça ne sera pas fait demain. Je l'espère pour 2025. Elle lierait l'Église de Vallauris avec le square Nabonnand et l'îlot Berger, qu'on souhaiterait recouvrir pour permettre de faire un marché. À Golfe-Juan, on a la mer, la gare des trains. À Vallauris, on a la culture. On doit renforcer la liaison entre les deux.

Avez-vous avancé sur la réflexion de la piétonnisation de l'avenue Clemenceau ?

(Rires) Ça fait 40 ans que j'en

entends parler, de cette piétonnisation. Moi, je pense qu'avant de parler de ça, il faut surtout réfléchir à comment remettre du commerce attractif dans l'avenue. Parce qu'en l'état, si on enlève les voitures, il y aura encore moins de monde.

Justement, comment faire ?

On est en train de racheter à Eriila des cellules commerciales. Il y a eu accord validé par le conseil municipal, notamment pour un grand local de 300 m² au niveau du Tanagra.

L'idée est d'y implanter des artistes et des artisans pour ramener de l'attractivité mais les commerçants

devront aussi jouer le jeu en étant ouverts. On ne veut pas de vitrine vide avec un numéro de téléphone. C'est pour ça que dans ces locaux, il y aura une obligation d'ouverture à l'année. On a quand même hérité d'une situation où une quinzaine de commerces étaient fermés dans l'avenue !

Les travaux de la déviation

de l'ex RN7 sont à l'arrêt...

[Agacé] Des recours ont été faits par des gens qui se prétendent écologistes pour protéger des rats, des souris, des pigeons, des Tarente... Mais contrairement à ce que j'ai pu entendre, on n'est pas sur des

espaces naturels avec des arbres. On est sur de la caillasse, de la ronce. Il n'y a rien qui est valorisable en termes de biodiversité. Bref : le Département a décidé de stopper pour mener une étude « quatre saisons ». Tout est retardé et malheureusement, cela va coûter de l'argent au contribuable.

Vous venez d'attribuer les affaires sociales de la municipalité au D^r Le Hoang Ba, en remplacement de Claudy Gimenez (*). Une partie de l'opposition vous accuse de conflit d'intérêts...

“Rendez-vous le 17 janvier au ministère de l'Intérieur”

Ça vient d'une publication très vindicative de Madame Leduc [conseillère municipale dans l'opposition, ndr] qui attaque le D^r Le Hoang Ba, comme s'il allait se servir de sa fonction de conseiller municipal pour attirer des patients. Alors que le docteur est proche de la retraite et qu'il ne prend plus de patients ! C'est minable et ça n'intéresse personne.

Le projet la réouverture d'un commissariat de plein exercice avance-t-il ?

Oui, avec Dominique Bruzzisi, adjoint à la sécurité, nous avons rendez-vous le 17 janvier au ministère de l'Intérieur pour plaider en ce sens. Nos députés, Alexandra Martin et Eric Pauget, seront avec nous. C'est un vrai besoin.

ÉMILIE MOULIN ET PHILIPPE DEPETRIS emoulin@nicematin.fr

1. Le maire accuse son ancienne adjointe aux affaires sociales et au bel âge d'avoir « favorisé sa belle-fille » dans l'obtention d'un logement social. Après un vote un conseil municipal, l'élu a également perdu son poste d'adjointe (nous aurons l'occasion de revenir sur cette affaire dans une prochaine édition).

Et aussi...

« Airbnb s'est développé mais nous n'avons pas beaucoup d'hôtels. Avoir un établissement 4 étoiles serait un vrai plus »
Sur ce que comporte le projet Sôphopolis qui a d'ailleurs récupéré, en 2022, une autorisation commerciale pour poursuivre son programme.

« À titre personnel, je préfère voir de la verdure que des immeubles. Si la Cour de cassation me dit qu'il n'y a plus de recours,

on respectera les règles même si elles ne nous plaisent pas. »

Sur le projet immobilier Nature en ville, porté par Vinci et Icade. Alertée sur la présence présumée d'illégalités sur les conditions du choix du promoteur, la Ville a porté plainte avant d'être condamnée à payer 220 000 euros au groupement pour son refus de signer l'acte authentique de vente.

« Quelle hérésie d'avoir oublié la fête du

débarquement de Napoléon pendant quelques années »

Sur le retour, en mars prochain, de la traditionnelle célébration avec ses cortèges et ses batailles.

« L'idée, c'est que les deux ports rapportent plus d'argent à la Ville »

Sur l'appel à candidature pour les nouvelles délégations de service public pour le Vieux-Port et Camille-Rayon (actuellement 700 000 euros, d'après le maire).